



L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable au Sénégal

Cette recherche s'inscrit dans le cadre du programme « Sécurité, Support et Solutions le long de la Route de la Méditerranée Centrale » financé par le Royaume-Uni à travers le département du développement international (DFID) dont l'un des objectifs est d'améliorer la compréhension des gouvernements, des agences humanitaires et des organisations nationales sur les tendances migratoires afin notamment de formuler des réponses adaptées. Des études ont été menées dans six pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali et Sénégal) de 2018 à 2020 dans le cadre de ce programme.



© Mohamed Aly Diabaté / OIM

Cette recherche est structurée autour d'une méthodologie mixte (qualitative et quantitative) qui combine:

- **Entretiens** avec des informateurs clés en contact avec les migrants de retour – **8** entretiens menés
- **Enquêtes individuelles** – **358** migrants de retour enquêtés

LE PROFIL DES MIGRANTS DE RETOUR ENDETTÉS

99%

SONT DES HOMMES

80%

ONT 34 ANS OU MOINS

22%

NE PERÇOIVENT PAS DE REVENU

23%

SONT CHEFS DE MÉNAGE

81%

S'ENDETTENT POUR FINANCER LEUR MIGRATION

33%

S'ENDETTENT APRES LEUR RETOUR DE MIGRATION

INTRODUCTION

Plus de 6 000 migrants ont été assistés dans leur retour par l'OIM Sénégal entre janvier 2017 et juillet 2020 à travers le programme d'Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration. Or, les rapports sur les profils sociodémographiques des communautés de retour publiés par l'OIM en 2018 ont révélé que le niveau des dettes des migrants de retour a un impact significatif sur les processus de réintégration. La présente étude a permis de:

- Dresser le profil des migrants de retour de migration qui se sont endettés;
- Comprendre par quels mécanismes les migrants de retour ont contracté des dettes, quels acteurs sont impliqués dans le processus, et à quelles étapes de leur voyage le long des routes migratoires;
- D'évaluer l'impact de l'endettement sur le processus de réintégration des migrants de retour sénégalais dans leurs communautés d'origine.



72%

DES MIGRANTS DE RETOUR ENQUÊTÉS SE SONT ENDETTÉS.



« On peut considérer que la **réintégration est durable** lorsque les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale dans leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de (ré)migration. Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité. » (OIM, 2019)

L'accumulation de dettes dans le contexte de la migration est perçue comme un choix rationnel, à partir duquel le migrant espère avoir un impact positif sur sa propre situation mais aussi sur celle de sa famille et des communautés soutenant le projet de migration.

UN SYSTÈME INFORMEL

Les emprunts sont réalisés majoritairement de manière informelle et sont libres d'intérêts. Les prêteurs sont le plus fréquemment des amis, des proches, ou des membres de la famille. Les familles, en particulier les mères, jouent un rôle central dans le financement du voyage et l'obtention de prêts en se portant garantes du remboursement. Dans ces cas, les enjeux de l'endettement deviennent collectifs.

QU'EST-CE QUE LA DETTE ?

L'endettement comporte à la fois une dimension financière et une dimension sociale. La dimension financière est l'obligation de rembourser une somme empruntée. Une somme donnée par un membre de la famille proche n'est pas toujours considérée comme une dette au sens strict. Toutefois, il existe des attentes sociales autour du migrant qui est chargé de participer financièrement, matériellement ou immatériellement au bien-être de la famille et de la communauté d'origine. Être endetté exacerbe ces attentes.

LE POIDS DE LA DETTE

Les dettes de migration sont le type de dettes les plus fréquentes et créent les plus hauts niveaux d'endettement. Parmi les migrants endettés, 81% ont contracté ce type de dettes pour un montant moyen de 340 097 FCFA (620 USD), ce qui correspond à presque sept mois de revenus pour la plupart des sondés.

L'IMPACT DE LA DETTE

- 42% des migrants de retour endettés estiment que leur dette impacte négativement leur situation économique personnelle.
- 45% des migrants de retour endettés estiment que leur dette impacte négativement sur le plan social et psychologique.
- 18% des participants ont déclaré que leur famille ou eux-mêmes ont été victimes de menaces, d'abus et d'actes de violence pour rembourser une dette. La grande majorité de ces abus ont eu lieu au Sénégal.

«Oui la dette change les relations avec la famille quand elle n'est pas payée. Par exemple moi, mon cousin ne m'appelle plus. Avant de contracter la dette, on communiquait souvent, nos relations étaient très bien, mais maintenant rien ne marche à cause de cette dette impayée»

Entretien avec une migrante de retour, Vélingara.

Au-delà de l'effort économique supplémentaire que représente la dette, la réintégration du migrant dans sa communauté d'origine est négativement impactée par l'investissement que représente cette dette morale non-remboursée, symbole des espoirs associés à l'entreprise migratoire, qui va peser sur la capacité de réintégration du migrant pouvant potentiellement créer un cercle vicieux de la dette ou des ré-migrations. Parmi les migrants de retour endettés au Sénégal, toutes dettes confondues, 13% envisagent de migrer à nouveau pour rembourser leurs dettes.

RECOMMANDATIONS

Dans le secteur de la gestion de la (re)migration :

Soutenir les associations et institutions impliquées dans la sensibilisation sur les réalités de la migration irrégulière par voie terrestre ou maritime.

Diffuser à grande échelle les informations adéquates sur les voies légales de migration et d'installation à l'étranger.

Renforcer la synergie des acteurs qui travaillent avec les migrants de retour au niveau national et territorial, créer des cadres de concertation et fournir à tous un accès à une information consolidée sur les projets de réintégration.

Mettre en place un fond de subsistance pour les migrants de retour endettés pour leur permettre de rembourser leurs dettes et de privilégier la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.

Dans le secteur de la réintégration :

Renforcer la prise en compte des dimensions sociales, économiques et psychologiques de l'endettement au sein des projets de réintégration au Sénégal afin de mieux répondre aux besoins des migrants dans le cadre du retour, notamment en créant des formes variées et flexibles d'assistance au retour basées sur les parcours et expériences particulières des migrants.

Renforcer l'accompagnement psychosocial des migrants de retour endettés en insistant sur des aspects de développement personnel et de confiance en soi.

Assurer un suivi pérenne dans le cadre des programmes de retour et de réintégration afin de garantir l'effectivité de l'assistance au retour pour les migrants éligibles.

Apporter un soutien financier et organisationnel aux associations et collectifs de migrants de retour afin d'assurer leur durabilité et faciliter leur création.

Encourager l'acceptation et l'accueil des migrants de retour dans les communautés et les familles à travers des campagnes et des événements de sensibilisation.

Renforcer la présence des centres d'accueil au niveau territorial.

Impliquer davantage les migrants de retour, leurs parents et leurs communautés dans la mise en œuvre des projets de réintégration.

Dans le secteur de la recherche :

Mener une étude spécifique sur le lien entre l'endettement et la ré-émigration.

Mener une étude détaillée sur les migrants de retour et leur situation financière selon les différentes zones de départ en migration pour une comparaison au niveau des localités sénégalaises.

Dans le secteur des emprunts financiers :

Rendre plus flexibles et accessibles les conditions pour emprunter auprès des institutions de microfinance et des banques pour permettre aux personnes ne travaillant pas dans le secteur formel de financer des projets entrepreneuriaux durables et générateurs de revenus.

Accompagner les migrants de retour lorsqu'ils s'orientent vers les institutions financières pour l'obtention d'un prêt et les aider à fournir des garanties.

Sensibiliser les communautés d'origine et les créanciers aux réalités de la migration et du retour et comment elles impactent la solvabilité des migrants, afin de rendre les attentes liées au remboursement plus réalistes.

Créer des structures de médiation en cas de conflit entre les migrants, leurs familles, et les créanciers (formels et informels) afin d'éviter les violences et abus.

Accès au rapport complet [ici](#).

Contact au Sénégal: ymayala@iom.int
Contact au Bureau Régional : djusselme@iom.int